



Déclaration des organisations syndicales de salariés de Bretagne

La Bretagne souffre du fait de sa situation économique et sociale. Les pans industriels de la région sont mis à mal par des restructurations et des suppressions massives d'emplois dans tous les secteurs.

Les organisations syndicales participent, à leur niveau, à freiner les conséquences de cette catastrophe.

Ce gâchis engendre colère, désespoir et mécontentement.

Cette détresse monte partout en France et doit alerter les pouvoirs publics sur la réalité sociale du pays.

Pour les organisations syndicales, c'est le signal d'alarme d'une situation qui ne peut plus durer, et dans laquelle, le gouvernement devrait avoir un rôle majeur pour redonner confiance, par des actes, aux salariés licenciés et ceux qui ont un emploi.

La Bretagne n'est pas en dehors de l'augmentation du chômage et de la misère. Cette restructuration de l'industrie est d'autant plus grave qu'il n'est rien prévu, ni par les licenciés, ni par les pouvoirs publics, pour permettre aux salariés de continuer à vivre d'un travail.

Les politiques d'austérité imposées par l'Europe, ses pays membres, en rajoutent à la situation dans cette crise dont les conséquences sont déjà bien lourdes pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi.

C'est pour cela que les organisations syndicales de salariés mobilisent pour le maintien de l'emploi industriel, au quotidien, mais aussi lors de manifestations interprofessionnelles.

Le discours antifiscal de certains acteurs des mobilisations en cours s'appuie sur des réalités. Au lieu d'une urgente réforme fiscale, le gouvernement impose de plus en plus les ménages, d'où une légitime incompréhension. Pour autant, les actions violentes sur médiatisées ne relèvent pas d'un mouvement social de salariés.

Le détournement du mécontentement, réel, d'une grande partie de la population à des fins politiciennes met en cause l'intégrité et l'indépendance des salariés dans un combat qui n'est pas le leur.

Les « bourreaux » sont aux commandes de cette manœuvre et se servent de leurs victimes pour faire en même temps bouclier et bélier.

Ils voudraient que les salariés oublient qu'ils ont toujours soutenu les politiques néolibérales responsables de la crise actuelle et que leur « modèle agricole breton » est aujourd'hui une faillite économique, sociale et environnementale.

Les manipulations sont lourdes puisque ce sont les « seigneurs de jadis » qui portent maintenant le bonnet rouge contre le peuple.

Les initiateurs de la manifestation du 2 novembre à Quimper ne portent pas les revendications des salariés.

La casse industrielle est un gâchis pour l'économie, mais aussi et surtout pour les femmes et les hommes.

Aujourd'hui ce sont ceux qui licencient qui veulent en découdre avec le gouvernement.

Ce combat n'est pas celui des salariés, non pas parce que le gouvernement ferait bien son travail, mais parce que ce qu'exigent les meneurs de cette manifestation, c'est d'aller encore plus loin dans leur stratégie de destruction sociale.

Rares sont les moments d'histoire où les patrons cassent, manifestent et refusent le dialogue. C'est aussi un signe fort que cette agitation porte en lui des germes qui dépassent largement l'écotaxe, même suspendue.

Pour permettre aux salariés de se retrouver, pour faire valoir leurs exigences, pour s'opposer aux fermetures des entreprises, à la casse des services publics et de la protection sociale qui ont comme conséquence des suppressions d'emplois, les organisations syndicales de la région Bretagne C.G.T., Solidaires et F.S.U. appellent l'ensemble des salariés, et ceux qui s'associent à leurs combats, à se rassembler :

le samedi 2 novembre à 15 heures place du Champ de Foire à Carhaix.

Rennes, le 30 octobre 2013

14h30